

**Le Grand Conseil  
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat  
des Kantons Bern**

Mardi (matin) 13 septembre 2016

**Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques**

**41 2015.RRGR.1191 Motion 313-2015 CIAT (Kropf, Berne)  
Meilleure protection contre les actions dilatoires**

N° de l'intervention: 313-2015  
Type d'intervention: Motion  
Déposée le: 17.12.2015  
Déposée par: CIAT (Kropf, Berne) (porte-parole)  
N° d'ACE: 715/2016 du 15 juin 2016  
Direction: JCE

**Meilleure protection contre les actions dilatoires**

Le Conseil-exécutif est chargé de proposer les adaptations de la législation nécessaires pour offrir une meilleure protection contre les actions dilatoires.

A cet effet, les principes suivants doivent être pris en compte :

- Si une personne n'a aucune chance de succès dans une procédure d'opposition ou de recours et que la partie requérante est en mesure de faire valoir de manière crédible un dommage lié à la poursuite de la procédure, cette partie peut demander auprès du Tribunal administratif que la partie recourante soit contrainte de fournir la garantie des coûts déjà encourus et encore prévisibles.
- Le tribunal statue sur la demande en garantie des coûts dans les dix jours. Le délai imparti pour fournir la garantie sera également de dix jours.
- Si la partie recourante ne paie pas la somme exigée dans les délais, l'autorité compétente n'entrera pas en matière sur son opposition ou son recours.
- La décision rendue au sujet de l'affaire sera déterminante pour ce qui adviendra de la garantie fournie.
- Le droit à l'assistance judiciaire est réservé.

Développement :

Dans l'état actuel du droit, la réalisation de certains projets qui sont utiles et qui ne présentent aucun risque peut être retardée ou rendue impossible par l'opposition formée par un individu sans grande perspective d'aboutir. Aussi, il n'est pas rare que même avant le dépôt de la demande du permis de construire, les opposants menacent d'aller jusqu'au Tribunal fédéral. Ils peuvent le faire car, hormis les frais d'avocat, la procédure de recours ne présente pas de risque particulier alors qu'elle est toujours la cause de retards. Or, les personnes ayant formé un projet de construction encourent de ce fait non pas seulement des frais d'avocat mais d'autres frais liés à l'activité économique que constitue leur projet. Dans la procédure d'octroi du permis de construire, les risques sont souvent mal répartis. La présente motion a pour but de remédier à ce déséquilibre dans la répartition des risques sans pour autant mettre en péril la protection juridique.

Les articles 45, 62, alinéa 2 et 69, alinéa 1 de la loi du 23 mai 1989 sur la procédure et la juridiction administratives (LPJA ; RSB 155.21) règlent la mise à contribution abusive des autorités. Ainsi, les « écrits de nature chicanière ou tendant à une mise en œuvre abusive de la procédure sont irrecevables ». Cela n'empêche pas la formation de nouvelles oppositions dans le seul but malintentionné de retarder les procédures (comme la procédure d'octroi du permis de construire), ce qui fait traîner les projets en longueur et augmenter les coûts. Manifestement les dispositions actuelles ont un effet trop peu dissuasif sur les quérulents : le risque de sanctions est trop souvent accepté.

Dès lors, la présente motion a pour but la mise en place d'une réglementation qui permette à la partie requérante d'obtenir la garantie des coûts par les opposants. La condition d'une telle sécurité doit être que

- la partie recourante n'ait aucune chance d'avoir gain de cause dans la procédure d'opposition ou de recours ;
- que la partie requérante puisse faire valoir un dommage lié à la poursuite de la procédure ;
- qu'il ne s'agisse pas d'un cas d'assistance judiciaire.

L'obligation pour la partie recourante de fournir une garantie pour les dépens de la partie requérante doit la placer devant la réalité concrète du risque des coûts et ainsi l'amener à réfléchir encore une fois. Il est probable que du coup, le nombre des recours sans perspective de réussite diminuera. Cela permettra d'aboutir plus vite à des décisions valables.

Du point de vue politique et juridique, il est essentiel que personne ne soit privé de son droit.

### **Réponse du Conseil-exécutif**

Le fait que toute personne touchée dans ses intérêts dignes de protection par une prescription cantonale ait le droit de s'y opposer par la voie du recours est un principe fondamental d'un Etat de droit. La mise en place d'obstacles de type financier sous la forme d'importantes avances de frais ou de sûretés nuit au droit de tout citoyen et de toute citoyenne à bénéficier de la protection juridique qui découle des garanties de procédure prévues par l'article 29 de la Constitution fédérale (Cst.). Ce dernier prévoit que quiconque a droit à ce que sa cause soit traitée équitablement. Ce droit est violé dès lors que l'obligation de fournir des sûretés entraîne, pour les personnes de condition modeste, un accès restreint aux tribunaux. Les premières personnes touchées par cette mesure seraient avant tout les représentants de la classe moyenne qui, d'une part, ne peuvent pas prétendre à une assistance judiciaire gratuite et, d'autre part, ne disposent pas des moyens financiers nécessaires au versement de sûretés suffisantes dans les cas de recours présentant des risques.

Le droit qui découle de l'article 29 Cst. intègre également la possibilité d'épuiser les voies de recours, même si la cause paraît dénuée de toute chance de succès. Le fait que des recourants succombent entièrement en procédure d'opposition et en procédure de recours interne à l'administration ne permet nullement de conclure à un comportement dilatoire.

En outre, plusieurs autres instruments permettent déjà de répondre aux préoccupations exprimées par le motionnaire.

La loi du 23 mai 1989 sur la procédure et la juridiction administratives (LPJA; RSB 155.21) comprend ainsi différentes dispositions qui doivent empêcher d'emblée les recours dilatoires et téméraires et qui prévoient par ailleurs un traitement spécial des recours de ce type.

Selon l'article 46 LPJA, une amende disciplinaire de 1000 francs au plus et, en cas de récidive, de 3000 francs au plus peut être prononcée lorsque des personnes engagent un procès téméraire.

Si l'autorité compétente estime qu'un écrit est de nature chicanière ou tend à une mise en œuvre abusive de la procédure, elle le déclare irrecevable (art. 45 LPJA). Selon la pratique en vigueur, un acte de procédure est considéré comme abusif en particulier s'il a pour seul objectif de nuire de manière notoire à l'autre partie. En pareil cas, l'autorité d'instruction peut renoncer à un échange de mémoires et rendre rapidement une décision d'irrecevabilité.

Conformément à l'article 105, alinéa 2 LPJA, la partie recourante doit en principe verser une avance de frais lors d'une procédure devant le Tribunal administratif. Cette disposition répond également au souhait de l'auteur de la motion de rendre la partie recourante attentive au risque financier encouru. La disposition prévoyant que la partie qui succombe doit prendre en charge aussi bien les frais de procédure que les dépens qui reviennent à la partie qui obtient gain de cause est déjà ancrée dans la LPJA. Elle attire l'attention des recourants sur le risque financier que comporte un échec du recours.

En outre, la partie adverse peut déjà demander, à l'heure actuelle, que des sûretés soient fournies pour les dépens si la partie recourante n'a pas de domicile en Suisse ou que son insolvabilité est établie (art. 105, al. 3 LPJA). Cette possibilité doit permettre d'éviter à la partie adverse, assistée par un avocat, de devoir supporter ses dépens alors même qu'elle a obtenu

gain de cause. Précisons que cette dernière est généralement engagée contre sa volonté dans une procédure de recours. Si elle est assistée par un avocat, elle risque par ailleurs de ne pas pouvoir recouvrer l'indemnité de partie qui lui revient. L'obligation, pour l'autre partie, de fournir des sûretés doit la protéger de ce risque, lorsque des indices laissent supposer que le versement ultérieur de l'indemnité de partie est menacé.

Enfin, selon l'article 68, alinéa 2 LPJA, l'autorité qui rend la décision peut, pour de justes motifs, ordonner qu'un recours éventuel n'ait pas d'effet suspensif. Est notamment réputé juste motif un intérêt privé à ce qu'une décision favorable prenne immédiatement effet, pour autant qu'un examen sommaire révèle que le recours est manifestement mal fondé (art. 68, al. 5, lit. b LPJA). Le motionnaire est d'avis qu'une extension importante, par rapport à la situation actuelle, de l'obligation de verser des sûretés permettrait de parvenir plus rapidement à des décisions de force exécutoire, mais son hypothèse est erronée. Au contraire, une disposition de ce type ne ferait que prolonger les procédures : le motionnaire part du principe, avec raison, qu'il faudrait statuer sur la demande de sûreté sous la forme d'une décision incidente. La partie recourante aurait de ce fait une nouvelle possibilité de recourir au Tribunal fédéral, ce qui retarderait encore la procédure.

Proposition du Conseil-exécutif :  
Rejet

**Le président.** Wir kommen zu Traktandum 41, zu einer Motion der BaK. Es geht hier um besseren Schutz vor trölerischen Eingaben. Der Regierungsrat lehnt sie ab. Wir führen eine freie Debatte.

**Blaise Kropf, Berne (Les Verts),** président de la CIAT. Es handelt sich hier um einen Vorstoss der Baukommission, der in der Phase der Beratung des Baugesetzes entstand. Ich möchte in den nächsten Minuten kurz ausführen, wie es zu diesem Vorstoss gekommen ist und welche Überlegungen in der BaK angestellt wurden, welche Abklärungen und Diskussionen es gab und was die Kommission Ihnen empfiehlt.

Zuerst ist der Hinweis wichtig, dass die BaK im Rahmen der Revision des Baugesetzes einen Antrag vorliegen hatte, der mit fünf Absätzen eins zu eins den fünf Grundsätzen dieser Vorstossforderung entsprochen hat. Vorgesehen wäre gewesen, dass man diesen Artikel im Kapitel über Baubeschwerden, Artikel 40 und folgende, eingesetzt und entsprechend im BauG verankert hätte. Eine erste Diskussion in der BaK ergab allerdings, dass das Baugesetz auf einer formalen Ebene nicht der richtige Ort ist, ein solches Anliegen unterzubringen. Wenn überhaupt, würde das sinnvollerweise im VRPG, dem Gesetz über die Verwaltungsrechtspflege, untergebracht. Dieses Gesetz stand aber damals nicht zur Diskussion. Deshalb kam in der BaK dann auch relativ rasch die Idee auf, dass man versuchen soll, diesem Anliegen mit einer Motion zum Durchbruch zu verhelfen, statt mit einem erzwungenen Artikel in einem Gesetz, in das es nicht wirklich hineingehört. Das ist der Grund, weshalb es zu diesem Vorstoss gekommen ist. Ich kann hier auch gleich offenlegen, dass wir in den ersten Debatten in der BaK eigentlich keinen Widerstand gegen diese Vorgehensweise hatten. Es gab eine Gegenstimme, aber sonst war die BaK einstimmig der Meinung, dass man einen solchen Vorstoss ausarbeiten soll.

Welche Vorstossforderungen haben wir nun? Sie sehen die fünf Grundsätze auf der ersten Seite des Vorstosses. Kernelement ist, dass man die Sicherstellung der aufgelaufenen sowie der voraussichtlich noch entstehenden Parteikosten verankert. Weiter geht es um die Formalitäten, wie dieser Grundsatz abzuwickeln ist. Das Gesuch um Kostensicherheit ist innerhalb von 10 Tagen zu beurteilen. Wenn es nicht bezahlt wird, ist auf das Begehren nicht einzutreten. Der letzte Punkt ist sicher auch wichtig, weil er ja vom Regierungsrat in seiner Antwort aufgenommen wird. Vorbehalten bleibt selbstverständlich das Recht zur unentgeltlichen Rechtspflege.

Nun ist sicher dazu zu sagen, dass wir viele Überlegungen, die der Regierungsrat uns in seiner Antwort präsentiert hat, auch bereits im Rahmen der BaK-Sitzungen diskutiert haben. Wir wurden darauf hingewiesen, dass bereits heute verschiedene Möglichkeiten bestehen; insbesondere die Möglichkeit eines Nichteintretensentscheids, der im Grundsatz ja den Gerichten bereits heute zur Verfügung steht. Dort besteht allerdings die Einschätzung, dass von Seiten der Gerichte sehr, sehr

zurückhaltend von dieser Möglichkeit Gebrauch gemacht wird. Mit anderen Worten, man lässt eben zum Teil sehr wohl trölerische, verzögernde, mutwillige Einsprachen zu, ohne von diesen bereits bestehenden Möglichkeiten Gebrauch zu machen. Diese Überlegungen haben am Schluss dazu geführt, den Vorstoss einzureichen. In der zweiten Sitzung, nachdem wir den Vorschlag ausgearbeitet hatten, führten wir in der BaK eine zweite Abstimmung durch, und die BaK empfiehlt Ihnen mit 14 zu 3 Stimmen diesen Vorstoss zur Annahme.

Ich möchte noch auf zwei Diskussionen in der BaK hinweisen. Erstens gab es eine Diskussion darüber, ob private Organisationen hier ausgeschlossen werden. Das heisst, ob sichergestellt werden soll, dass ideelle Organisationen, beispielsweise Umweltorganisationen, von diesen Restriktionen ausgenommen werden. Die Begründung dafür ist, dass diese Organisationen in der Regel eine sehr hohe Erfolgsquote bei entsprechenden Beschwerden haben. Sicher wird es Rednerinnen und Redner geben, die vertieft auf diesen Sachverhalt eingehen. Dieses Anliegen wurde im Stimmenverhältnis von 11 zu 6 abgelehnt. Wichtig ist aber sicher, dass diesem Anliegen eigentlich von der ganzen Kommission relativ viel Verständnis entgegengebracht wurde. Allerdings gab es den Hinweis, dass wir bei der Gesetzesberatung Gelegenheit haben werden, das auszudiskutieren. Nun komme ich zur letzten Information: Wir haben auch darüber diskutiert, diesen Vorstoss als Postulat statt als Motion einzugeben. Dieses Anliegen wurde mit 13 zu 4 Stimmen abgelehnt. Die BaK empfiehlt Ihnen, diesem Vorstoss zuzustimmen.

**Le président.** Nun haben die Fraktionen die Möglichkeit sich anzumelden.

**Simone Machado-Rebmann, Berne (LAVerte).** Elemente einer funktionierenden Demokratie sind Verfahrensgarantien. Dazu gehört die Rechtsweggarantie, die besagt, dass jede Person Anspruch auf eine Beurteilung in Rechtsstreitigkeiten durch eine richterliche Behörde hat. Weiter hat man aus Artikel 29 der Bundesverfassung Anspruch auf gleiche und gerechte Behandlung. Hinzu kommt der Anspruch auf eine unentgeltliche Rechtspflege, falls die finanziellen Mittel für einen Prozess fehlen. Diese Ansprüche gelten selbstverständlich nicht uneingeschränkt. Auf querulatorische oder rechtsmissbräuchliche Eingaben muss nicht eingetreten werden, und wer mutwillig prozessiert, dem kann man eine Ordnungsbusse von bis zu 1 000 Franken, beziehungsweise im Rückfall bis zu 3 000 Franken auferlegen.

Diese Möglichkeiten sind ausreichend, um trölerische Eingaben zu beschränken. Weitergehende Massnahmen würden die verfassungsmässig garantierten Verfahrensgarantien verletzen und wären damit widerrechtlich. Der Umstand, dass jemand im Einsprache- oder Beschwerdeverfahren unterlegen ist, bedeutet noch lange nicht, dass die Eingabe trölerisch, also bloss verfahrensverzögernd ist. Ob der Beschwerdeführer in der Sache Recht hat, entscheidet letztlich das Gericht, auch im Baurecht. Die grüne Fraktion lehnt diesen Vorstoss daher ab.

**Christoph Berger, Aeschi (UDC).** Dieser BaK-Vorstoss nimmt ein ganz wichtiges Anliegen auf. Wer sich als Privatperson, als Unternehmer oder Gemeindepolitiker mit Bauvorhaben beschäftigt, kann bestätigen, dass immer wieder Bauvorhaben unnötig verzögert werden. Wer ein schutzwürdiges Interesse geltend machen kann, soll sich selbstverständlich auch wehren können. An diesem Grundsatz wird ja auch nicht gerüttelt. Aber es darf nicht sein, dass jemand ohne Aussicht auf Erfolg eine Einsprache bis vor die letzte Instanz ziehen kann und durch diese Verzögerung unnötige zusätzliche Kosten für den Bauwilligen verursacht. Für den Einsprecher ist das Risiko ja nicht gross. Er hat lediglich seine Anwaltskosten zu tragen.

Ich erwähne hier das Beispiel eines Grossprojekts, eines Hotelbaus am Thunersee. In der Presse konnte man das mitverfolgen. Eine Privatperson hat gegen dieses Millionenprojekt mehrmals Einsprache erhoben und ist bei allen Instanzen unterlegen. Sie hat das Ganze bis vor Bundesgericht gebracht und ist auch dort unterlegen. Durch diese Verzögerung von mehr als eineinhalb Jahren sind dem Investor beträchtliche zusätzliche Kosten entstanden. So konnte das grosse Bauvorhaben nicht im kürzestmöglichen Zeitrahmen realisiert werden. Dabei ging es auch um Arbeitsplätze, sowohl für den Bau als auch für den Betrieb des Hotels. Mittlerweile steht das Haus, ist in Betrieb und hat eine wichtige touristische Bedeutung für die Region. Aber diese Verzögerung wäre tatsächlich nicht notwendig gewesen. Auch nach Annahme dieses Vorstosses kann künftig jedermann noch Einsprachen erheben und seine Interessen geltend machen. Hier geht es um eine Sicherheitsleistung, die beizubringen ist, und die Voraussetzung dazu ist ja, dass die beschwerdeführende Partei bereits in einem Einsprache- und Beschwerdeverfahren unterlegen ist. Zudem muss die gesuchstellende Partei einen Schaden glaubhaft machen können. Die Hürden

dazu sind also hoch. Dieser Vorstoss kommt von der BaK-Kommission, ist breit abgestützt und verlangt nichts Aussergewöhnliches. Die SVP-Fraktion unterstützt diese Motion.

**Ueli Frutiger, Oberhofen (PBD).** Mit der Baugesetzrevision wurde das Beschwerderecht dem Bundesrecht angepasst und etwas ausgebaut. Im Beschwerdeverfahren können nun nicht mehr nur Punkte eingebracht werden, die bereits Gegenstand des Baubewilligungsverfahrens sind. Vielmehr können nun auch neue Punkte hervorgeholt werden. Deshalb ist die BDP-Fraktion der Meinung, es müsse in diesem Verfahren Schranken geben, und dass dort besser hingeschaut werden muss. Meistens dienen ja Verfahren, die wirklich ungerechtfertigt sind, nur der Bauverzögerung. Wir haben das bereits gehört. Bussen von 1 000 bis 3 000 Franken sind in diesem Zusammenhang lächerliche Beträge. Der Regierungsrat hat zwar dargelegt, dass es genügend Rechtsmittel gebe, die das verhindern sollen. Wir folgen aber der BaK, die Handlungsbedarf und Punkte sieht, die man vielleicht noch einbringen könnte, um das zu verhindern. Die BDP-Fraktion unterstützt die Motion der BaK einstimmig.

**Dave von Kaenel, Villeret (PLR).** Effectivement, le problème des oppositions infondées au niveau des permis de construire tout particulièrement pose souvent des problèmes, entraîne des retards et des surcoûts importants, comme par exemple le projet CSL Behring à Lengnau et je suis sûr que chacun connaît des cas similaires, plus ou moins grands, dans sa région. La proposition de la CIAT a le mérite d'une fois aborder le problème. Pour le groupe PLR, le point 1 donne le cadre, la base de travail, les autres points vont déjà trop dans les détails dans cette motion, on a déjà presque écrit la loi en fin de compte. C'est pourquoi le groupe PLR soutiendra plutôt un postulat.

**Philippe Messerli-Weber, Nidau (PEV).** Die EVP hat Verständnis für diese Motion der BaK. Es ist in der Tat sehr ärgerlich, wenn sinnvolle Bauvorhaben durch wenig aussichtsreiche Einsprachen mit dem Gang bis vor Bundesgericht verzögert oder gar verhindert werden können. Die Beschwerdeführung gegen das Bauvorhaben der Pharmafabrik CSL Behring in Lengnau lässt grüssen. Andererseits ist es aus rechtsstaatlicher Sicht wichtig, dass Personen, die sich durch staatliche Anordnungen eingeschränkt fühlen, dagegen Beschwerden führen können. Jede Person hat Anspruch auf eine gleiche und gerechte Behandlung. Die Forderungen der BaK, dass die Gegenpartei unter bestimmten Voraussetzungen und auf Gesuch hin eine Sicherstellung für die aufgelaufenen und voraussichtlich noch entstehenden Parteikosten durch die beschwerdeführende Partei fordern kann, schränkt diesen Grundsatz ein. Das könnte dazu führen, dass finanziell minderbemittelte Personen nur noch eingeschränkten Zugang zum Gericht haben.

Es gilt also beim Entscheid über die Motion eine Güterabwägung zu treffen und folgende Frage zu klären. Soll die Hürde beim Beschwerderecht erhöht werden, um mutwillige Eingaben zu verhindern, oder reichen die bestehenden Bestimmungen aus? Für die EVP ist die Antwort klar. Aus folgenden Gründen wollen wir keine zusätzlichen Einschränkungen, welche die Schwelle bei einem grundlegenden Recht erhöhen. Erstens bestehen im Gesetz über die Verwaltungsrechtspflege bereits genügend Bestimmungen, die trölerische und mutwillige Beschwerden verhindern können. Die Regierung listet ja diese Bestimmungen in der Vorstossantwort auch alle auf. Zweitens wäre der Mittelstand nach unserer Auffassung von dieser Beschränkung in einem besonderen Ausmass betroffen. Das finden wir sehr wichtig, denn gerade Leute aus dem finanziellen Mittelstand können keinen Anspruch auf eine unentgeltliche Rechtspflege geltend machen und dürften es gleichzeitig gerade bei risikoreichen Beschwerden auch schwer haben, die erforderlichen finanziellen Mittel für eine Sicherstellung aufzubringen. Bei Zivilprozessen ist es heute bereits so, dass relativ hohe Vorschüsse geleistet werden müssen.

Aus Sicht der EVP gilt es darum, die bereits bestehende Tendenz nicht noch mehr zu verstärken, damit nicht bald nur noch prozessieren kann, wer arm oder wohlhabend ist. Es wäre stossend, wenn man den Mittelstand hier noch weiter schwächen würde. Drittens könnte sich die Ausweitung der Pflicht zur Leistung einer Sicherstellung auch noch als kontraproduktiv erweisen, worauf die Regierung richtigerweise hingewiesen hat. Über das Gesuch zur Leistung einer Sicherstellung müsste in Form einer Zwischenverfügung entschieden werden. Das gibt ein zusätzliches Rechtsmittel und eröffnet wiederum die Möglichkeit für einen Gang bis hin vor Bundesgericht. So könnte es sich als Bumerang erweisen, weil dann das Verfahren auch wieder verzögert werden könnte. Kurz: Aus diesen Gründen lehnt die EVP-Fraktion diese Motion ab. Sie ist zwar gut gemeint, aber sie schiesst über das Ziel hinaus.

**Ursula E. Brunner, Hinterkappelen (PS).** Ich kann mich in allen Punkten meinem Vorredner anschliessen. Auch die SP-JUSO-PSA-Fraktion lehnt diese Motion ab. Uns ist klar, wie mühsam es sein kann, wenn Bauvorhaben durch Einsprachen, die kaum Aussicht auf Erfolg haben, unnötig verzögert oder behindert werden. Das ist ärgerlich. Und es stimmt, dass auch die Risikoverteilung ungleich ist. Während die Einsprechenden durch die Einsprache praktisch keine Folgen zu gewärtigen haben, kosten unnötige – eben trölerische – Einsprachen die Bauherrschaft Zeit und Geld.

Aus Sicht der SP-JUSO-PSA-Fraktion ist jedoch die Antwort der Regierung einleuchtend. Wir finden es störend, wenn monetäre Hürden aufgebaut werden, die zur Folge hätten, dass sich nur noch diejenigen eine Einsprache erlauben könnten, die es sich leisten können, und dass minderbemittelte Personen dadurch daran gehindert würden, dies zu machen. Es könnte auch sein, dass es gerade im Moment hier auch um ein schutzwürdiges Interesse der Bevölkerung geht, so wie wir das letzte Woche beim Finanzreferendum besprochen haben. Darum bitte ich im Namen der SP-JUSO-PSA-Fraktion um eine Ablehnung dieser Motion.

**Daniel Beutler, Gwatt (UDF).** In meinem Büchergestell zu Hause stehen sieben Duden, aber in keinem habe ich «trölerisch» gefunden. Nun verstehe ich aufgrund der Voten langsam, was es bedeutet. Einerseits überzeugt die Argumentation des Regierungsrats und dementsprechend auch das Votum von Grossrätin Machado Rebmann betreffend Verfahrenssicherheit. Ich denke, das ist ein wichtiger Punkt. Andererseits ist mir aber auch der von Grossrat Berger geschilderte Fall in Gwatt bei Thun sehr gut bekannt. Wir wohnen gerade oberhalb. Dieses Verfahren hat unerkannte Blüten getrieben. Deshalb ist es nicht ganz einfach, zu einem Entscheid zu kommen. Letztlich überzeugt uns aber der praktische Aspekt dieser Motion, und wir werten diesen höher als die juristischen Bedenken, die hier zu Recht geäussert werden. In diesem Sinne unterstützen wir den Vorstoss als Motion.

**Daniel Trüssel, Trimstein (pvl).** Rechtssicherheit ist selbstverständlich auch uns wichtig. Die glp-Fraktion ist aber klar der Meinung, dass diese hier nicht geritzt wird. Jeder hat weiterhin die Möglichkeit, Einsprachen und Beschwerden vorzunehmen. Aber erst wenn eine Einsprache abstruse Blüten treibt, kann man eingreifen. Ich selber baue immer wieder ein bisschen und habe das bereits verschiedentlich erlebt. Ich wurde sogar schon aufgefordert, einige zehntausend Franken auf den Tisch zu legen, damit jemand die Einsprache nicht weiterzieht. Das geht nicht! Dem muss man einen Riegel schieben, denn das ist wirtschaftsfeindlich und schlecht für den Investor. Planungssicherheit in einem Bauprojekt ist auch für den wichtig, der das Bauprojekt realisieren will. Und diese Planungssicherheit ist heute bei vielen Bauprojekten nicht mehr gegeben, weil man nicht weiss, wer, wo, wie und warum aus welchen abstrusen Gründen auch immer Einsprache macht. Die Kostenkeule führt vielleicht beim einen oder anderen dazu, dass er sich genau überlegt, ob er Einsprache gegen ein Bauvorhaben machen soll, wenn es den planungsrechtlichen Grundlagen hundertprozentig entspricht.

Ein Kollege aus meiner Fraktion sagte, man sollte diese Motion nicht nur auf trölerische Beschwerden beziehen, sondern sie auf trölerische Vorstösse hier im Grossen Rat ausweiten. Ich sage nun nicht, welcher Hannes das war. Selbstverständlich unterstützt die glp-Fraktion diese Motion einstimmig.

**Le président.** Nun kommen wir zum ersten Einzelsprecher.

**Raphael Lanz, Thoune (UDC).** Ich bedanke mich vorab bei der BaK, die diesen Ball aufgenommen hat. Diesen Vorstoss habe ich im Mai 2015 eingereicht. Aufgrund unserer grossrätlichen Gesetzgebung hat er dann eine kleine Odyssee unternommen, weil das Baugesetz revidiert wurde. Und jetzt ist er da. Er hat nichts an Aktualität eingebüsst. Wenn Sie sich ein bisschen umhören, stellen Sie fest, dass die Beschwerden und die verschiedenen Instanzen für viele Bauwillige ein Problem sind. Das verzögert Projekte, generiert Kosten und gefährdet teilweise auch Arbeitsplätze. Nun wurde hier gegen diese Idee gesagt, dies ergebe ein Problem mit der Rechtsweggarantie, und Minderbemittelte könnten dann ihre Rechte nicht mehr wahrnehmen. Ich muss Ihnen einfach sagen, das trifft nicht zu. Hier wird niemandem ein Recht weggenommen. Erstens ist es ja so, dass die unentgeltliche Rechtspflege vorbehalten bleibt. Wer sich das also nicht leisten kann und wenn die übrigen Voraussetzungen gegeben sind, müssen sie logischerweise keine Sicherheitsleistungen erbringen. Das ist nicht vorgesehen, wäre nicht beabsichtigt und wäre auch nicht zulässig. Und

selbstverständlich wird nichts verlangt, das nicht zulässig ist.

Zweitens geht es ja nur um diejenigen, die bereits zweimal verloren haben. Das Problem ist häufig, dass man Einsprachen und noch Beschwerden machen kann, und das Kostenrisiko trägt die ganze Zeit über derjenige, der bauen will. Mit diesem Vorstoss verschiebt sich das Risiko einfach auf den anderen, sofern ein Gesuch um Sicherheitsleistung gestellt wird. Dann sagt man ihm, weil du schon zweimal verloren hast, bitten wir dich, die möglichen Kosten einmal zu deponieren. Das heisst, noch nicht einmal definitiv zu bezahlen, sondern nur zu deponieren, damit Beschwerdeführende merken, dass das etwas kostet und hier unter Umständen ein Schaden entsteht. Ich denke, das ist durchaus mit der Rechtsweggarantie verträglich. Wie gesagt, wird niemandem irgendein Rechtsweg genommen und selbstverständlich auch minderbemittelten Leuten nicht.

Nun sage ich noch etwas zum Argument, es könnte dann noch enger werden, weil man das auch noch vor Bundesgericht ziehen könnte. Wenn jemand bei einem Verfahren dieses Gefühl hat, muss er kein Gesuch um Sicherheitsleistung stellen. Man kann auch ohne Gesuch um Sicherheitsleistungen ein Baugesuch durchziehen. Es besteht kein Zwang dazu. Wenn der Bauherr befürchtet, das gehe noch vor Bundesgericht und es gehe dann alles noch länger, dann verzichtet er auf das Gesuch. Deshalb kann ich dieses Argument nicht nachvollziehen. Meines Erachtens handelt es sich um einen verträglichen Vorschlag, und ich bitte Sie, ihn anzunehmen.

**Le président.** Nun übergebe ich das Wort Herrn Grossrat Saxer und schliesse in einer Minute die Rednerliste.

**Hans-Rudolf Saxer, Gümligen (PLR).** Bei diesem Geschäft bin ich mit mir selber echt im Clinch. Als Politiker möchte ich diese BaK-Motion liebend gerne unterstützen. Als Anwalt bin ich aber geneigt, den Vorstoss abzulehnen. Weshalb? Ich möchte der BaK herzlich danken für die Einreichung dieses Vorstosses, der ein echtes Problem aufgreift. Trölerische Beschwerdeführungen sind keine Einzelfälle und ein echtes Ärgernis für die Entwicklung unserer Gesellschaft und Wirtschaft.

Dem Regierungsrat ist durchaus beizupflichten, dass die Beschwerdeführung ein bundesrechtsmässig anerkanntes Verfahrensrecht ist. Das ist aber nur die eine Seite der Medaille. Auf der anderen Seite hat nämlich auch jeder Gesuchsteller und jede Gesuchstellerin – so lange die materiellen Voraussetzungen des Rechts erfüllt sind – das Recht, dass das Gesuch innerhalb nützlicher Frist abschliessend behandelt und gegebenenfalls gutgeheissen wird. Deshalb möchte ich diese Motion eigentlich annehmen. In rechtlicher Sicht habe ich – ehrlich gesagt – gewisse Bedenken, dass dieses zusätzliche Instrument, das man hier einführen will, in der Praxis vor allem einfach eine zusätzliche Beschwerdemöglichkeit darstellt, die dann auch zu längeren Verfahrensdauern führen kann.

Was machen wir in diesem Dilemma? Dave von Känel hat es schon gesagt: Die FDP beantragt Ihnen, diesen Vorstoss als Postulat zu überweisen. Wir sind in diesem Zusammenhang insbesondere überzeugt, dass es vor allem wichtig ist, das heute bestehende Instrumentarium sehr konsequent anzuwenden, nämlich nicht auf querulatorische Beschwerden einzutreten, Ordnungsbussen auszufällen, die aufschiebende Wirkung zu entziehen und vor allem die Verfahren rasch zu behandeln. Wir würden es sehr begrüssen, wenn man dieses Problem an einer der nächsten Sitzungen zwischen Justizleitung, Justizkommission und Justizdelegation des Regierungsrats behandeln würde. Deshalb noch einmal: Wir empfehlen Ihnen, diesen Vorstoss als Postulat anzunehmen.

**Le président.** Es gibt keine weiteren Wortmeldungen, deshalb übergebe ich das Wort dem Regierungsrat.

**Christoph Neuhaus, directeur de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques.** Der Regierungsrat lehnt diesen Vorstoss ab, und nun danke ich Herrn Grossrat Saxer für seine Ausführungen. Wir haben ein Problem und machen neue Gesetze. Dann sind wir beschäftigt, und alles geht viel besser. Die Erfahrung zeigt aber, dass es damit an und für sich schwieriger wird, komplizierter und auch nicht schneller. Ich habe interessiert zugehört. Ich habe gehört, dass es sinnvolle Vorhaben gibt, gegen die man nichts einwenden kann und die man einfach bewilligen muss. Aber wer sagt, welche Vorhaben dazu gehören? Meine Direktion hat auch schon Fehler gemacht und die entsprechenden Entscheide wurden in der nächsten Instanz kassiert. Das ist in Zürich gerade in der vergangenen Woche durch das Bundesgericht geschehen. Dann

geht man zurück zum Anfang, und was macht man danach?

Die Regierungsantwort auf diesen Vorstoss zeigt auf, dass verschiedene Instrumente bereits vorhanden sind. Wichtig ist, den Rahmen konsequent auszuschöpfen, wenn man schon einen hat. Man wird ja teilweise ungehalten, wenn man den Eindruck hat, das werde nicht gemacht. Die Motionsantwort stellt dar, was in diesem Sinne bereits vorhanden ist. Ein Postulat wäre eine Alternative zur Ablehnung. Man muss mit den Gerichten in einen Dialog treten. Diesen Austausch braucht es und ebenso ein Controlling. Es braucht motivierte Gerichtsleute, damit sie entsprechend entscheiden und vorwärts machen.

Der Regierungsrat lehnt diesen Vorstoss ab. Um etwas zu verbessern, reicht ganz klar auch ein Postulat. Via JuKo, JGK und Gerichte kann man etwas verbessern, aber nicht einfach mit einem neuen Gesetz, für das man ein, zwei oder drei Jahre legislieren muss. Übrigens wird ja vielleicht dann gar nicht mehr so viel gebaut. Man konnte ja lesen, dass die Bautätigkeit zurückgeht. Dann ist das «Problem» wieder gelöst. Aber hier einfach diesen Vorstoss durchzuzwängen und neue Gesetze zu verlangen, ist nicht der Weg.

**Le président.** Ich übergebe das Wort noch einmal dem Motionär, Herrn Grossrat Kropf.

**Blaise Kropf, Berne (Les Verts),** président de la CIAT. Ich danke Ihnen für diese interessante Debatte. Wir haben mit dem Votum von Hans-Rudolf Saxer eine etwas neue Ausgangslage. Ich habe darauf hingewiesen, dass wir anhand der zweiten Sitzung, als wir uns vertieft mit diesem Vorstoss auseinandergesetzt haben, die Option eines Postulats sehr wohl diskutiert und damals abgelehnt haben. Ich kann nun angesichts dieses Beschlusses und angesichts dessen, dass es eine Kommissionsmotion ist, nicht einfach sagen, dass wir wandeln. In Absprache mit dem Präsidenten des Grossen Rats mache ich Ihnen allerdings beliebt, dass wir diese Debatte hier ganz kurz aussetzen, beziehungsweise dass die Diskussion mit dem nächsten Traktandum weitergeht und die Mitglieder der BaK sich gleichzeitig für eine kurze Besprechung in der Wandelhalle treffen, damit sie die Möglichkeit haben, auf diese Debatte entsprechenden Einfluss nehmen zu können. Dann werde ich mit der konsolidierten Rückmeldung hier allenfalls einen angepassten Antrag stellen.

**Le président.** Wir werden so weiterfahren, wie der Kommissionspräsident der BaK vorgeschlagen hat. Ich stelle dieses Traktandum zurück, und wir beginnen mit dem nächsten. Ich bitte die Mitglieder der BaK in die Wandelhalle und erinnere auch diejenigen der JuKo, dass sie um 10:30 Uhr auch in der Wandelhalle sein sollten, nur damit ich das hier auch gesagt habe. Ich hoffe, es bleibt noch jemand hier im Saal, wenn wir weiter debattieren. Ich setze nun die Debatte über Traktandum 41 aus und komme zu Traktandum 42.

*La délibération de cette affaire est interrompue à ce stade. Elle reprend après la délibération du point 42 du programme, affaire 2015.RRGR.1190.*